



PREFET DU NORD

Secrétariat général  
de la préfecture du Nord

Direction  
des politiques publiques

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf : DiPP-Bicpe/VD

**Arrêté préfectoral imposant à la société  
COLAS NORD PICARDIE des prescriptions complémentaires  
pour la poursuite d'exploitation de son établissement  
situé à SANTES**

-----  
Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V, notamment les articles L.513-1, R.512-31 et R.513-2;

Vu le décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 modifié accordant à la Société Lilloise Matériaux Enrobés (SLME) l'autorisation de mettre en place un nouveau poste d'enrobage et de procéder à la régularisation de l'ensemble des activités exercées sur le site de SANTES ;

Vu le courrier du 29 novembre 2013 de la Société Lilloise Matériaux Enrobés (SLME) demandant le bénéfice des droits d'antériorité des installations classées qu'elle exploite à SANTES ;

Vu le courrier du 11 février 2014 de la société COLAS NORD PICARDIE informant les services de la préfecture de la reprise d'exploitation des activités du site de SANTES, à compter du 24 janvier 2014 ;

Vu le rapport du 18 juillet 2014 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le récépissé de déclaration de reprise d'exploitation des activités de la Société Lilloise Matériaux Enrobés (SLME) délivré le 8 septembre 2014 à la société COLAS NORD PICARDIE ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 16 septembre 2014 ;

Considérant la recevabilité de la déclaration du bénéfice des droits d'antériorité réalisée par la Société Lilloise Matériaux Enrobés (SLME) dans son courrier du 29 novembre 2013 susvisé ;

Considérant que cette modification de classement de l'installation classée est la conséquence directe de la modification de la nomenclature introduite par le décret susvisé ;

Considérant qu'il est nécessaire d'encadrer par voie d'arrêté préfectoral complémentaire l'évolution des activités du site, comme prévu par l'article R 512-31 du Code de l'Environnement ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> – Dénomination

La société COLAS NORD PICARDIE, ci-après dénommée exploitant, dont le siège social est situé Immeuble Échangeur – 197 rue du 8 mai 1945 – 59662 VILLENEUVE D'ASCQ, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté préfectoral complémentaire pour son site situé 1ère rue, Port Fluvial, 59211 SANTES.

### Article 2 - Activités autorisées

Les dispositions de l'article 1.2.1 "*Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées*" de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2009 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

N° Rubrique	Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Classement * A, D ou NC	Rayon d'affichage (en Km)
1520	<b>Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses (dépôts de )</b>  La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 tonnes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cuves de bitume d'une capacité de 550 m<sup>3</sup> ;</li> <li>• Cuves d'émulsions d'une capacité de 90 m<sup>3</sup>.</li> </ul> La capacité totale de liants hydrocarbonés stockée sera de <b>656 tonnes.</b>	A	1
2521-1	<b>Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers.</b> 1. A chaud	Centrale fixe d'enrobés à chaud d'une capacité de production de 320 t/h. La puissance des 2 brûleurs est de <b>32 MW.</b>	A	2
2517	<b>Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes</b> autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 2- supérieure à 10 000m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 30 000m <sup>2</sup>	<b>Stockage 11 000m<sup>2</sup></b>	E	/
2515	<b>Installation de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels.</b> La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW.	Installation mobile de concassage/criblage de matériaux recyclés dont la puissance cumulée sera de <b>171, 6 kW.</b>	D	/

N° Rubrique	Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Classement * A, D ou NC	Rayon d'affichage (en Km)
2640-2	<b>Emploi de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels</b> , la quantité de matière utilisée étant supérieure ou égale à 200 kg/j., mais inférieure ou égale à 2 t/j.	Le site consomme environ 120 t/an d'oxydes de fer, soit une moyenne journalière de <b>400 kg.</b>	D	/
1220	<b>Emploi et stockage d'oxygène</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure ou égale à 2 t.	La quantité totale susceptible d'être présente sur le site est de: <b>2 x 50 kg = 100 kg</b>	NC	/
1418	<b>Stockage ou emploi de l'acétylène</b> La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure ou égale à 100 kg.	La quantité susceptible d'être présente sur le site est de <b>50 kg.</b>	NC	/
1432-2	<b>Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables</b> 2) Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale inférieure ou égale à 10 m <sup>3</sup>	Cuve de fioul domestique d'une capacité de 20 m <sup>3</sup> , soit une capacité équivalente de 4 m <sup>3</sup> .	NC	/
1435	<b>Stations-service installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.</b>  Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence [coefficient 1] distribué étant :	Le volume de fioul distribué est de 40 m <sup>3</sup> /an	NC	/

N° Rubrique	Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Classement * A, D ou NC	Rayon d'affichage (en Km)
	1. Supérieur à 8 000 m <sup>3</sup> ; 2. Supérieur à 3 500 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 8 000 m <sup>3</sup> ; 3. Supérieur à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 3 500 m <sup>3</sup> .			
2516	<b>Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés</b> tels que ciments, plâtres, chaux, sables, fillérisés, la capacité de stockage étant inférieure ou égale à 5 000 m <sup>3</sup> .	<ul style="list-style-type: none"> <li>1 silo à fillers de 165 m<sup>3</sup> ;</li> <li>2 silos à fillers de 40 m<sup>3</sup> chacun</li> </ul> soit une capacité totale de stockage de <b>245 m<sup>3</sup></b> .	NC	/
2920	<b>Installations de compression</b> fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa, et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 10 MW.	Le site possède 3 compresseurs d'air d'une puissance unitaire de 10 kW, soit une puissance totale de 30 kW. Installation de climatisation d'une puissance inférieure à 5 kW, soit une puissance totale de <b>35 kW</b> .	NC	/

\*A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), ou NC (Non Classé)

### Article 3 – Abrogation

L'arrêté préfectoral complémentaire du 25 novembre 2010 est abrogé.

### Article 4 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement.

### Article 5 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou l'affichage de cette décision.

Article 6 : Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de SANTES ,

- directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement par intérim, chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

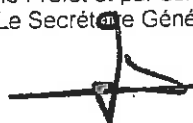
- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de SANTES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,

- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant, ainsi que sur le site internet de la Préfecture du Nord ([www.nord.gouv.fr](http://www.nord.gouv.fr) rubrique ICPE – Autre ICPE : agricoles, industrielles, etc – prescriptions complémentaires).

Fait à Lille, le 14 OCT. 2014

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

  
Gilles BARSACQ

